



HAL
open science

Libye : la stratégie régionale d'un pays à la charnière entre Méditerranée et Afrique

Anne Bouhali

► **To cite this version:**

Anne Bouhali. Libye : la stratégie régionale d'un pays à la charnière entre Méditerranée et Afrique. Dictionnaire de la régionalisation du monde, 2018, pp.280-283. halshs-02092963

HAL Id: halshs-02092963

<https://shs.hal.science/halshs-02092963>

Submitted on 6 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La stratégie régionale de la Libye. Un pays charnière entre Méditerranée et Afrique ?

Anne Bouhali, in Nora Mareï, Yann Richard (dir.), *Dictionnaire de la régionalisation du monde*, Atlante, pp.280-283.

La Libye, par les liens économiques, culturels et politiques qu'elle a tissés depuis son indépendance, et par les circulations intenses d'hommes et de marchandises qui la traversent, est un espace à la charnière entre trois ensembles : le Machrek ([voir Moyen-Orient](#)), le Maghreb, auquel elle appartient par convention ([voir Afrique du Nord](#)), et l'Afrique sub-saharienne, tout en étant fortement ancrée dans l'espace méditerranéen. Ces relations, préexistantes à la colonisation, ont été successivement entretenues par l'ancien chef d'État de la Jamahiriya, le colonel Mouammar Kadhafi, depuis son accession au pouvoir en 1969 jusqu'à la chute du régime en février 2011. La Libye a ainsi construit à partir des années 1970 une politique d'intégration régionale dans le souci constant d'un travail de réhabilitation de son image à l'extérieur. D'abord en direction du monde arabe, elle s'est réorientée à compter des années 1990 vers le continent africain, puis vers l'Union européenne. A cette stratégie par le haut, qui s'est exprimée à travers la signature de nombreux traités bi ou multilatéraux et la construction d'organisations régionales, répond une construction régionale par le bas, fruit d'héritages anciens, toujours fonctionnelle aujourd'hui dans un contexte politique pourtant extrêmement troublé.

La politique libyenne d'intégration régionale, supportée financièrement par la rente pétrolière, économiquement par la capacité du pays à absorber près d'un demi-million d'actifs étrangers et culturellement par la réislamisation des États voisins, n'a cessé d'osciller entre panarabisme et panafricanisme. Elle s'est traduite sous la forme de nombreux projets d'intégration politique et/ou économique, toujours au service de l'image du Guide libyen.

La Libye s'est dans un premier temps tournée vers le monde arabe, et plus particulièrement vers les pays du Machrek, auxquels elle a proposé plusieurs projets d'union politique qui se sont à chaque fois soldés par un échec, comme avec le projet d'« Union des Républiques arabes » proposé à l'Égypte et à la Syrie (1971). Face au relatif fiasco des relations avec l'Orient arabe, dont le point culminant est atteint lors de la guerre israélo-arabe de 1973 pour laquelle les partenaires arabes n'ont pas jugé bon, ni de prévenir, ni d'associer la Libye, le colonel Kadhafi redéploie sa diplomatie en direction du Maghreb. Après avoir proposé une union politique à la Tunisie de Bourguiba (1974), à l'Algérie de Boumediene (1979), puis au Maroc (1984), et en raison des revirements successifs des chefs d'État maghrébins, la Libye se résout en 1989 à rejoindre l'Union du Maghreb arabe, aux côtés de la Tunisie, de l'Algérie, du Maroc et de la Mauritanie, organisation qui reste encore aujourd'hui largement une coquille vide ([voir Afrique du Nord](#)).

Placée sous embargo international en raison de sa participation à plusieurs attentats à la fin des années 1980, toujours en butte à la prise de distance des dirigeants arabes, la Libye se tourne vers l'Afrique à partir des années 1990. Après avoir été à l'origine de nombreuses tentatives de déstabilisation des États d'Afrique saharo-sahélienne – à plusieurs reprises au Tchad, mais aussi au Burkina Faso (1983), au Niger (1976, 1982), ou encore au Mali (1982) – la Libye abandonne officiellement le recours à la violence, normalise les relations avec ses voisins et propose même régulièrement une médiation dans les conflits impliquant des États du continent africain. En retour, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) la soutient dans ses efforts visant à la levée de l'embargo.

La Libye entreprend ainsi la relance de la régionalisation africaine. Cela se traduit notamment par la création de la Communauté des États sahélo-sahariens (Censad) en 1998. Réunissant d'abord autour de la Libye le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad, la Censad ne cesse de gagner de nouveaux partenaires, et en 2008, elle comptait 28 membres. Financée aux deux-tiers par l'argent libyen, la Censad représente pour Mouammar Kadhafi une première étape vers son grand projet d'union politique des États-Unis d'Afrique. C'est également un instrument pouvant lui permettre de renforcer son rôle et son influence au niveau africain et arabe d'une part, international d'autre part. Les principaux objectifs de la Censad sont la libre circulation des biens et des personnes et une union économique globale qui impliquerait l'élimination de tous les obstacles entravant l'unité des États membres. Pour Kadhafi, la Censad doit devenir la locomotive de l'OUA, qui devient en 2001, à son instigation, l'Union africaine (UA). Néanmoins, pour les autres États membres, globalement pauvres, il s'agit plutôt de saisir les opportunités économiques et financières qui leur sont proposées. La Censad permet néanmoins au Guide libyen de gagner en importance au sein de l'Union africaine, puisque les États africains en retour ont soutenu la levée de l'embargo sur la Libye. Kadhafi est élu à l'unanimité président de l'UA en 2009, ce qui lui permet de lancer la mise en place d'un plan en trois étapes : sont ainsi prévues la création d'une autorité exécutive en 2012, la mise en place de cet exécutif continental en 2017 et enfin la proclamation des États-Unis d'Afrique lors du sommet suivant. Néanmoins, les chefs d'États et de gouvernements africains réaffirment également leur attachement à la souveraineté nationale. Le projet d'union politique africaine et de création des États-Unis d'Afrique trouve ainsi sa fin avec la chute puis la mort du Guide libyen en février 2011.

Malgré les nombreuses tentatives d'intégration régionale menées par la Libye, ce sont finalement les relations économiques avec l'UE qui prédominent jusque dans les années 2010, l'Afrique du Nord et l'Afrique sahélienne demeurant des partenaires économiques et commerciaux mineurs, du moins en ce qui concerne le secteur formel. L'Europe communautaire est en effet la principale région d'import-export pour la Libye, et le principal partenaire pour l'exploitation pétrolière au début des années 2000. Avec la normalisation de ses relations internationales au tournant du 21^{ème} siècle, la Libye est également devenue un interlocuteur politique privilégié pour l'UE autour de l'enjeu que représentent les migrations clandestines à travers la Méditerranée, relations qui se poursuivent encore aujourd'hui, après le Printemps libyen. Depuis l'été 2017, l'UE finance ainsi un programme de soutien à « la gestion intégrée des migrations et des frontières en Libye » afin de limiter les flux de migrants au départ des côtes libyennes, en collaboration avec le gouvernement libyen d'union nationale, né des accords de paix de Skhirat en 2015 et seul à être reconnu par l'ONU.

Aux côtés de ces relations interétatiques, la Libye se trouve également au cœur de circulations humaines et matérielles, construites sur le temps long, qui témoignent bien d'une intégration fonctionnelle par le bas au sein d'un espace qui dépasse le seul territoire libyen.

Un vaste réseau de circulation de personnes et de marchandises relie ainsi l'Afrique du Nord à la Libye. L'immigration de travail tunisienne et égyptienne est une des plus anciennes et des plus importantes en Libye, pays qui a ainsi fait face à sa pénurie en main-d'œuvre qualifiée, et a été rythmée depuis les années 1970 par les relations entre les États, qui se sont tendues à plusieurs reprises. Néanmoins, la dégradation de la situation économique libyenne à partir des années 1990 a rendu le pays moins attractif pour les migrants dans le cadre d'une immigration officielle. Une partie d'entre eux a pu alors se diriger vers des réseaux économiques plus informels. La désorganisation économique du pays a ainsi favorisé au tournant des années 1980 la mise en place d'un commerce illicite de produits subventionnés libyens, d'abord en

direction de la Tunisie puis de l'Algérie et de l'Égypte, des produits vendus dans les *souks libya* qui fleurissent en Afrique du Nord dans les années 1990.

Côté Afrique subsaharienne, la Libye est au cœur d'un très vaste espace migratoire construit avec le nord des États sahéliens puis avec les États du bassin du Tchad, espace qui a connu l'alternance des flux de populations durant plus d'un demi-siècle, du nord vers le sud durant la colonisation puis du sud vers le nord depuis les années 1970. Ces flux relèvent pour l'essentiel de migrations forcées, produits des crises qui ont secoué le Sahara central durant le 20^{ème} siècle. De pays d'immigration, en lien avec ses besoins importants de main d'œuvre, la Libye est devenue espace de transit des migrants subsahariens sur la route vers l'Europe au début du 21^{ème} siècle, mais aussi plus récemment encore, espace de circulations de groupes armés terroristes, en lien avec l'éclatement de la guerre civile libyenne en 2011, qui a également largement perturbé l'équilibre politique des États voisins. Ces mouvements de population, révélateurs d'un espace fonctionnant à l'échelle régionale, s'accompagnent également de circulations de marchandises : commerce transsaharien depuis le 16^{ème} siècle faisant le lien entre rive nord et rive sud du Sahara à travers notamment l'espace libyen, fragilisé un temps par la colonisation, commerce de marchandises grâce à l'apaisement des relations entre la Libye et ses partenaires africains (bétail sahélien contre produits libyens subventionnés notamment) à partir des années 1970-1980, et aujourd'hui, trafics d'armes et de drogue, en lien avec la situation politique chaotique de l'espace saharo-sahélien.

Ainsi, l'espace fonctionnel dépasse largement le seul territoire libyen, et les circulations formelles et informelles d'hommes et de marchandises témoignent, plus que les relations interétatiques, d'un fonctionnement d'échelle régionale.

Références

BURGAT François et LARONDE André, 2003, *La Libye*, Paris, Presses Universitaires de France (coll. « Que sais-je ? »), 128 p.

MARTEL André, 2016, *La Libye des Ottomans à Da'ech 1835-2016*, Paris, L'Harmattan (coll. « Mondes en mouvement »), 308 p.

PLIEZ Olivier, 2004, *La nouvelle Libye. Sociétés, espaces et géopolitique au lendemain de l'embargo*, Paris, Karthala (coll. « Hommes et sociétés »).